

initiative

Tero loko, ou comment revitaliser un village

Les petites collines de Chambaran (38) abritent un projet atypique : un chantier d'insertion par la production de fruits, légumes et pain qui emploie depuis 2019 des personnes en difficulté. Développé dans le centre, désertique, de Notre-Dame-de-l'Osier, il facilite une dynamique villageoise qui réanime petit à petit les liens de voisinages.

Dans la salle commune de l'association Tero loko, avec un thé parfumé, Lucie Brunet nous reçoit. Sérieuse et détendue, elle raconte comment après un post-doc en ergonomie en 2015, elle a cherché à mettre en cohérence ses convictions avec ses activités. À ce moment, elle lit *Les néo-paysans*, de Lucile Leclair et Gaspard d'Allens, qui la marque au point de partir en formation de maraîchage. « C'est vraiment ça que je veux faire : un projet qui donne l'occasion de se rencontrer au même niveau, où on a les mains dans la terre ». Sans pouvoir cacher un sourire, elle parle d'Adeline Rony, travailleuse sociale en Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), qui prend conscience des limites du système d'accompagnement. Elle décide d'explorer différentes activités avec le Réseau d'échanges de pratiques alternatives et solidaires (Repas), ce qui l'amène à passer son CAP boulangerie. Elles cherchaient toutes deux à monter un projet d'insertion en Isère. De leur rencontre naît un projet d'insertion par le travail de la terre et du levain, rassemblant leurs aspirations. Mais transformer un rêve en réalité prend du temps : deux ans et demi d'étude de faisabilité à temps plein, financés par leurs indemnités chômage et France Active, avant la naissance de l'association en mars 2017 puis les premiers salariats en 2019. Le nom,



Les salariés en insertion de l'association Tero loko, en Isère, s'occupent du maraîchage, du fournil et de la commercialisation sur les marchés.

Tero (terre) loko (destination), est tiré de l'espéranto. Il peut se traduire par « belle utopie ».

UN TREMLIN VERS LA DIGNITÉ

En France, une fois le statut de réfugié acquis, il manque un tremplin, un pont qui mènerait sur la rive des projets durables et de la dignité. Tero loko cherche, par ses activités, à offrir les briques de ce pont à ces personnes exilées. Le réseau Cocagne et les projets d'insertion d'Emmaüs – notamment la ferme de Lespinassière pour prisonniers en fin de peine dans l'Aude – ont été des sources d'inspiration importantes.

1 - Après une apparition mariale en 1657.

La recherche de lieu n'a pas été une mince affaire mais, un nouveau miracle se produit à Notre-Dame-de-l'Osier¹ grâce à l'intérêt du maire, à la vacance de locaux et aux besoins d'activités de la commune. La donne de départ n'est pourtant pas très encourageante. La première rencontre publique révèle de nombreux opposant-es au projet : sur 500 habitant-es, 50 se montrent défavorables et virulents. Pourtant les forts *a priori* des opposant-es s'apaisent au fur et à mesure que les bienfaits du projet se dévoilent. Autre miracle : la rencontre avec Cyril, maraîcher sur la commune cherchant à s'associer.



■ ■ ■ DES INITIATIVES POUR DYNAMISER LA VIE DU BOURG

Les activités de Tero loko sont coordonnées par sept salarié·es et se divisent en deux. Le chantier d'insertion d'une part, où treize salarié·es en CDD Insertion, dont deux tiers sont des réfugié·es, s'occupent du maraîchage, du fournil et de la commercialisation sur les marchés. Les encadrant·es sont là pour aider les salarié·es en insertion dans leurs démarches administratives et leur logement. D'autre part le développement de la vie associative, qui s'ancre sur le territoire par le marché du mardi soir, un moment de lien social et de convivialité, et par des activités ouvertes à tou·tes proposées par les habitant·es : cours de français pour les étranger·ères, ateliers couture, gestion de ruches avec un apiculteur... « On le présente vraiment comme un projet de développement local », résume Lucie.

Les revenus proviennent d'un financement de l'État, de la commercialisation des produits (pain et légumes) et des dons privés. L'association col-

légiale fonctionne en gouvernance partagée. Au conseil d'administration siègent deux membres de droit : un·e représentant·e d'Emmaüs et un·e de la mairie, quatre habitant·es adhérent·es et deux salarié·es. L'installation dans un nouveau bâtiment en bail emphytéotique sur les terrains de la mairie permettra à Tero loko, qui vise l'emploi de seize personnes accompagnées, d'être installé les pieds dans ses jardins et d'intégrer plusieurs logements.

■ ■ ■ VINGT EMPLOIS CRÉÉS

Lucie nous confie leur besoin d'aller plus loin dans la mesure d'impact, pour maintenir ou développer les sources de financement. Ils et elles vont être accompagné·es par Emmaüs mais les effets sont déjà remarquables : vingt emplois ont été créés sur la commune. Le marché est le seul espace de rencontre pour le village. Il permet des temps conviviaux et inclusifs pour les habitant·es. Le modèle horizontal développé dans le projet augmente le pouvoir d'agir et les relations

réiproques entre accueillant·es et accueilli·es. L'idée étant de réduire au maximum la distinction classique entre bénévoles et bénéficiaires.

À Tero loko, les défis du quotidien sont la langue et les orientations culturelles. Le français y est la langue officielle. Lucie nous partage : « C'est lourd mais tout le monde est là. On n'a perdu personne sur la route ! On expérimente tous les jours des nouvelles façons de fonctionner ensemble. »

Les bénévoles du village sont fiables et fidèles dans leur implication et dispensent les cours de français. Tero loko a inspiré la mairie, qui envisage de créer un tiers-lieu pour redynamiser le village. Lucie nous avoue fièrement : « Grâce à notre présence, à la dynamique et à tous les liens qu'on a pu faire sur le territoire, ils et elles se sont dit : c'est possible et on est crédible auprès de la "comcom" parce qu'il y a Tero loko. »

■ OMBELINE BARBEROT
ET HUBERT JULIEN POUR RELIER

agriculture

Installer par millions pour une société paysanne

Si ré-installer des millions de paysans est probablement le seul horizon crédible pour relever les défis écologiques et sociaux de l'agriculture, cette ambition nécessite un véritable plan de bataille.

On comptait plus de 8 millions de paysannes et paysans au début du XX^e siècle, 1,6 million (7,2% de la population active) au début des années 1980 et 391 000 en 2020, selon le dernier recensement agricole (1,5% de la population active). Les trois quarts sont des hommes et plus de la moitié ont 50 ans ou plus. Depuis une quinzaine d'années, le nombre de chefs

d'exploitation baisse d'environ 2% par an, les installations ne permettant pas de compenser les départs. Le calcul est simple : à la fin de ce siècle, il y aura moins de 100 000 agriculteurs... Avec son corollaire : des exploitations qui portent bien leur nom, toujours plus grandes, plus mécanisées, plus connectées. Non plus seulement la disparition des paysan·nes mais de l'agriculture

toute entière au profit d'une agro-industrie triomphante. Ces rappels sonnent un peu comme les rapports du Giec – Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat – vous ne trouvez pas ?

COMBIEN D'ŒUFS, DE POULES ET DE PAYSANS ?

Nous avons pourtant entendu à l'occasion de la troisième édition du fes- ■ ■ ■